L'islam a-t-il sa place en Europe de l'Est ?

Réflexions sur l'histoire, la religion et l'identité nationale dans les pays de l'Est de l'UE

Par Alexander Beribes, Leo Mausbach, Johannes Jungeblut

» Un certain nombre de pays de l'Est et du Sud-Est de l'UE ont refusé et refusent toujours d'accueillir des réfugiés issus de pays musulmans. La crise des réfugiés a révélé des lignes de conflit au sein de l'UE qui ne s'étaient jusqu'alors pas dévoilées. Afin de mieux comprendre la position des États membres de l'Est de l'UE, il est important de se pencher sur la compréhension historique de l'identité nationale dans la région.

L'élargissement à l'est de l'UE devait mettre un terme à la division de l'Europe qui a duré près d'un demi-siècle. Mais, avec les points de vue opposés sur la répartition des demandeurs d'asile, des modèles explicatifs refont leur apparition dans le sillage de la crise des réfugiés. Des modèles qui, dans les médias, divisent notre continent en « Européens de l'Ouest » progressistes et tolérants d'une part et « Européens de l'Est » arriérés d'autre part. Outre le fait que les partis populistes et islamophobes ont aussi du succès en Europe occidentale, cela vaut la peine d'avoir une approche différenciée de la partie orientale de l'UE. Le présent article mettra donc en évidence quelques approches explicatives qui pourraient aider à mieux comprendre les conditions sociales et politiques qui façonnent les relations avec l'islam et les musulmans dans les pays de l'est de l'UE.

A cette fin, nous diviserons ces pays en trois groupes : le groupe de Visegrád, les États baltes et les membres de l'UE de l'Europe du Sud-Est. Au sein de ces groupes, l'accent sera mis sur la Pologne, la Lituanie et la Bulgarie. Cette contribution ne prétend pas faire des affirmations sur les relations de la société majoritaire avec l'islam qui seraient valables pour tous les pays de l'Est de l'UE. Il s'agit bien plus d'une mosaïque d'approches, afin d'encourager un examen nuancé de ce sujet complexe et qui se situe à plusieurs niveaux. Les développements historiques ainsi que les contextes de politique intérieure et étrangère doivent être particulièrement pris en compte. Les résultats doivent servir à objectiver un débat souvent émotionnel.

Les pays du groupe de Visegrád

Le groupe de Visegrád, fondé en février 1991 et encore faiblement institutionnalisé aujourd'hui, comprend la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Hongrie. Après que les quatre pays ont atteint l'objectif d'adhérer à l'OTAN et à l'UE, l'intérêt pour ce format de coopération a progressivement diminué. La crise européenne des réfugiés de 2015 a été le premier signe d'une renaissance évidente. Les quatre Etats d'Europe centrale et orientale sont liés par leur rejet d'une décision majoritaire du Conseil des ministres de l'Intérieur de l'UE du 22 septembre 2015 sur la répartition des réfugiés. Une décision qu'ils justifient notamment par le fait que les demandeurs d'asile venus de pays à majorité musulmane représentent un risque pour la sécurité contre lequel ils doivent protéger leurs citoyens. Le président de la République tchèque, Miloš Zeman, a décrit l'afflux de réfugiés à l'automne 2015 comme une « invasion organisée » et il a dit dans plusieurs interviews qu'il

* Alexander Beribes, Leo Mausbach et Johannes Jungeblut sont coordinateurs du forum de dialogue du Réseau Europe de l'Est des boursiers et anciens boursiers de la Fondation Konrad Adenauer. La première impression du texte a été publiée dans la *Auslandsinformationen* 2 /2018 de la Fondation Konrad Adenauer, qui a aimablement permis son utilisation dans *Dokumente/Documents*. http://www.kas.de/wf/doc/kas_52918-544-1-30.pdf?180709101814

n'était pas réaliste de pouvoir intégrer les réfugiés musulmans. A l'automne dernier, le chef de l'État tchèque a souligné qu'il préférait renoncer aux subventions de l'UE plutôt que d'accueillir des réfugiés. Fidesz, le parti de Viktor Orbán, le chef du gouvernement hongrois réélu en avril, prévoit même de déclarer anticonstitutionnelle la répartition des réfugiés par décision de l'UE tant que le parlement hongrois n'aura pas donné son consentement explicite. Les gouvernements des quatre Etats de Visegrád peuvent compter sur le soutien d'une grande partie de leur population en faveur d'une politique restrictive en matière de réfugiés. Il y a plusieurs raisons à cela.

Sur le plan politique, les pays d'Europe centrale et orientale ne se sentent que partiellement égaux au sein de l'UE

Premièrement, il y a un manque de contact direct avec les musulmans dans la vie quotidienne des gens. La source d'information la plus importante est donc les médias, dont l'image du monde islamique a été pendant de nombreuses années principalement marquée par le terrorisme et les guerres en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Afghanistan. Après avoir rejoint l'UE en 2004, de nombreux habitants d'Europe centrale et orientale ont émigré en Europe occidentale et sont entrés en contact avec des personnes de confession musulmane pour la première fois. Les débats controversés sur l'intégration, les sociétés parallèles et le fondamentalisme islamique ont souvent renforcé les réserves déjà existantes, mais cela ne semblait pas affecter directement les pays du groupe de Visegrád. Cette situation a changé avec l'émergence de la crise des réfugiés. En Pologne, par exemple, il y avait encore un équilibre entre les partisans et les opposants à l'accueil de réfugiés du Moyen-Orient et de l'Afrique en septembre 2015. Toutefois, à mesure que le nombre de réfugiés augmentait, on craignait de plus en plus que le pays ne soit débordé. La Hongrie était au centre de l'action et a ensuite été impliquée dans la fermeture de la route des réfugiés qui passait à travers les Balkans. Dans les pays du groupe de Visegrád, la gestion de crise de l'Allemagne – tout à fait contraire à la conception de la politique allemande – a souvent été perçue comme sans scrupules et irrationnelle, car elle ignorait les préoccupations et fixait des convictions morales de manière absolue. La crise des réfugiés a également révélé des différences plus profondes entre les anciens et les nouveaux membres de l'UE. Encore aujourd'hui, l'expérience selon laquelle derrière les nobles objectifs des communistes se cachaient généralement le mensonge, l'injustice et le manque de liberté fait que de nombreux citoyens de l'ancienne partie communiste de l'Europe se méfient quand on leur parle d'une politique fondée sur des valeurs. Peu de temps après la décision de la chancelière allemande d'accepter des réfugiés bloqués à Budapest, des théories du complot absurdes ont commencé à éclore, cherchant à démasquer les « vraies » motivations d'Angela Merkel.

En outre, ils ont encore très peu confiance dans les capacités de leurs propres institutions publiques encore relativement jeunes. Bien qu'après de dures années de transformation, un niveau de prospérité modeste ait été atteint et qu'une classe moyenne émergente soit apparue, il existe encore des différences sociales considérables. Tout ce qui a été réalisé semble donc fragile.

De plus, l'écart qui subsiste avec l'Europe de l'Ouest se fait sentir. Ce ne sont pas des entreprises nationales qui dominent le paysage urbain, mais des chaînes et des entreprises internationales. Sur le plan politique, les pays d'Europe centrale et orientale ne se sentent que partiellement égaux au sein de l'UE. Compte tenu du contournement des pays de transit d'Europe centrale et orientale par le gazoduc Nord Stream et de son expansion prévue, les appels à la solidarité de l'Allemagne semblent peu crédibles aux yeux de nombreux Polonais. Les pays du groupe de Visegrád sont convaincus que seule leur politique restrictive représente une approche responsable de la crise des réfugiés, comme l'a clairement indiqué le programme de la présidence hongroise de Visegrád en 2017/2018.

La Slovaquie assurera la présidence 2018/2019 par rotation. Parce qu'il est le seul membre du groupe euro, ce pays cherche souvent à jouer un

rôle de médiateur entre les trois autres pays et la Commission européenne. Lors d'une réunion avec le nouveau Premier ministre slovaque Peter Pellegrini en avril, le président de la Commission Jean-Claude Juncker s'est dit optimiste quant au fait que les relations avec les pays du groupe de Visegrád « continueront à s'améliorer, la Slovaquie prenant la présidence le 1er juillet ». Cela pourrait devenir encore plus important dans le contexte des négociations en cours sur une réforme de la politique européenne en matière d'asile et de réfugiés.

Cela vaut la peine de se pencher de plus près sur le cas de la Pologne, car ce pays occupe une position politique et économique exceptionnelle au sein du groupe de Visegrád. La Pologne est également le deuxième plus grand voisin de l'Allemagne et le principal partenaire commercial de l'Europe de l'Est. Suite aux deux guerres tchétchènes depuis les années 1990, le pays a accueilli près de 90 000 réfugiés tchétchènes, dont un sur dix vit encore aujourd'hui en Pologne. A cette époque, la solidarité a joué un rôle dans la guerre menée d'une main de fer par la Russie et le désir de rejoindre la communauté des Etats occidentaux. Seul le coup de projecteur sur la crise des réfugiés a déclenché une controverse sur les demandeurs d'asile en provenance de Tchétchénie. La peur des musulmans a été exploitée et attisée par les politiciens de droite en particulier. La victoire du parti conservateur de droite *Droit et Justice* (PiS) aux élections législatives en Pologne fin octobre 2015 s'explique entre autres par le fait que, contrairement à la *Plateforme civique* (PO) libérale au pouvoir, il s'est fortement opposé à l'admission de réfugiés.

Il n'y a presque pas de références historiques à l'islam dans l'histoire polonaise. Au 14e siècle, les Tatars musulmans se sont installés dans ce qui était alors la Pologne et la Lituanie. C'est pourquoi, en Pologne, en Lituanie et en Biélorussie, on peut voir des mosquées pittoresques en bois datant du 19e siècle. Les Tatars de la Baltique (appelés aussi Tatars Lipka) se sont assimilés au cours des siècles, ce qui explique qu'aujourd'hui, seuls quelques Polonais se sentent appartenir à cette minorité. Le siège de Vienne par les Turcs en 1683 a eu une influence plus forte sur l'image de l'islam, lorsqu'une armée chrétienne dirigée par le roi polonais Jean III Sobieski a vaincu les Ottomans. Le sauvetage de Vienne par les hussards ailés polonais, devenus un symbole national, a créé le mythe de la Pologne comme étant un « rempart du christianisme », ainsi que le sentiment que l'Europe était redevable aux Polonais. Le motif revient dans la perception de la Bataille de Varsovie, le « Miracle sur la Vistule » de 1920, quand il a été possible d'arrêter l'avance de l'Armée Rouge vers l'Ouest, ce qui, selon une lecture particulièrement répandue en Pologne, équivaut au sauvetage de l'Europe du bolchevisme. Cependant, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale est la plus présente, lorsque les alliés occidentaux de la Pologne n'ont offert aucun soutien efficace contre l'attaque allemande et ont accepté la division du continent européen après la fin de la guerre. Ce faisant, ils ont de facto cédé le pays à l'influence de l'Union soviétique, ce qui a été perçu comme une trahison en Pologne.

A l'époque de la domination étrangère, c'est l'Eglise qui a préservé la conscience nationale polonaise comme dans un cocon, ce qui a fait du catholicisme une partie de l'identité polonaise. Par conséquent, l'Église catholique en Pologne reste une autorité à ne pas sous-estimer. Elle est pourtant profondément divisée sur la question de savoir si la Pologne devrait ou non accepter des réfugiés de pays musulmans. Mgr Piotr Libera a prévenu en septembre 2015 qu'il fallait tirer les leçons de l'histoire polonaise : « Si vous laissez entrer un étranger dans votre maison, une maison nouvellement construite, une petite maison, une maison fragile, alors vous pouvez connaître de grands malheurs ». Le primat de Pologne Wojciech Polak, chef symbolique de l'Église polonaise, a cependant déclaré à plusieurs reprises son soutien à l'attitude ouverte du pape François et a clairement indiqué qu'il suspendrait tout prêtre qui participerait à une manifestation contre les réfugiés dans son archidiocèse.

Une expérience historique partagée par les pays d'Europe centrale et orientale est celle d'une indépendance de l'État toujours menacée. La dévas-

tation de la Seconde Guerre mondiale a été suivie par près d'un demi-siècle de domination soviétique. Après la chute du rideau de fer, l'adhésion à l'OTAN et à l'UE a fait naître l'espoir d'échapper enfin au dilemme géopolitique : l'Europe comme refuge pour la souveraineté nationale, et non comme son abolition progressive. Les populistes savaient comment profiter de ces peurs et de ces humeurs qui allaient en augmentant. La résistance aux soi-disant quotas obligatoire pourrait ainsi devenir un symbole de l'émancipation de la tutelle de l'Europe occidentale. Le fait que l'on ait demandé aux pays du groupe de Visegrád de n'accueillir que de petits contingents de réfugiés en guise de solidarité n'a quasiment pas été pris en compte.

Les pays baltes

Les Estoniens, les Lettons et les Lituaniens ont en commun une histoire mouvementée. Pendant longtemps, la domination étrangère et l'injustice qui en a découlé ont déterminé les conditions sociales. En 1918, avec la fin du régime tsariste russe et la reconstruction des frontières politiques après le début de la guerre en 1914, de nouvelles entités étatiques sont apparues en Europe – y compris les républiques baltes. Contrairement à l'Estonie et à la Lettonie, la Lituanie a pu construire son image nationale, entre autres, sur les traditions nationales héritées de l'époque médiévale. Le fait qu'il y a 100 ans, les élites politiques aient été incapables d'établir une coopération harmonieuse entre elles a rendu difficile le développement du potentiel sociopolitique. Avec le pacte germano-soviétique conclu entre Hitler et Staline, les peuples des Etats baltes sont à nouveau soumis à l'influence des puissances occupantes avec leurs centres à Moscou et à Berlin, qui, entre autres, menacent la riche culture des républiques qui n'avaient alors que 20 ans d'existence, et volent leur identité aux peuples. Les millions de crimes commis par les nazis ont également changé l'Europe du Nord-Est. L'expérience d'occupation de l'Union soviétique, qui a duré environ un demi-siècle, continue d'influencer la perception que les États baltes ont d'eux-mêmes. Après l'effondrement de l'ordre économique et socialiste, les gouvernements estonien, letton et lituanien ont suivi le principe de « s'intégrer autant que possible dans la structure euro-atlantique ! » Les trois pays font également partie de la zone euro. Dans les années qui ont suivi l'adhésion des pays baltes à l'UE et à l'OTAN, les pays ont été confrontés à des problèmes différents – en fin de compte, l'année 2015 a transformé radicalement le style de discussion au sein de la communauté européenne, de sorte que les débats politiques ont également été déterminés par un manque d'objectivité et de la diffamation.

Très peu de gens savent que les musulmans vivent dans la région de la Baltique depuis plusieurs siècles, tout particulièrement en Lituanie. C'est dans le village de Keturiasdešimt Totoriu près de Vilnius que se trouve la plus ancienne mosquée, construite en 1815. Les musulmans vivant en Lituanie sont principalement des Tatars de la Baltique, qui n'ont pas influencé l'identité nationale du pays, notamment en raison de leur petit nombre dans leur processus de développement historique à ce jour.

Jusqu'à l'Holocauste, la Lituanie était aussi l'un des centres du judaïsme en Europe de l'Est. La capitale Vilnius était surnommée « Jérusalem du Nord ». Cette assise que le judaïsme avait autrefois en Lituanie, l'islam n'a pas pu l'avoir ni ici ni dans les deux autres Etats baltes.

De plus, la majorité des Lituaniens a peu voire pas de contact avec les musulmans, ce qui explique l'existence de barrières culturelles. La décision du Conseil des ministres de l'Intérieur de l'UE en septembre 2015 de répartir les réfugiés entre les États membres a été perçue de diverses façons en Lituanie. La société était plutôt hostile à la décision prise à Bruxelles. L'ancien Premier ministre Algirdas Butkevičius, lui, a souligné le même mois que Vilnius comprenait qu'il fallait répartir le poids de la migration sur toute l'Europe.

Avec le début de la crise des réfugiés, il était clair pour la Lituanie que la solidarité devait avoir la priorité. L'histoire parfois douloureuse a incité l'élite politique post-socialiste du pays à définir l'identité nationale moderne également du point de vue d'une confession multilatérale globale de solidarité.

Il est révélateur que la présidente lituanienne Dalia Grybauskaité ait parlé dans son discours lors de la visite du président allemand Frank-Walter Steinmeier dans les pays baltes au cours de l'été 2017 d'un « esprit de solidarité responsable » que l'Allemagne et la Lituanie protégeraient ensemble. Entre les lignes, cette déclaration signifie aussi que la solidarité peut inciter à prendre des décisions controversées au sein de la société.

Pays de l'Europe du Sud-Est

Malgré la fermeture de la route des Balkans, les pays de l'Europe du Sud-Est sont considérés comme des pays de transit pour les réfugiés et les migrants en route vers l'Europe centrale et occidentale. Ils ne sont en revanche pas des pays cibles importants. Tous les États membres de l'Europe du Sud-Est sont situés dans des couloirs de transit, ils sont donc plus affectés par les mouvements migratoires que de nombreux autres pays de l'UE, et dépendent de ce fait des solutions européennes. Les problèmes des pays de transit et ceux des pays de destination diffèrent fondamentalement. Alors que ces-derniers s'inquiètent des conséquences sociales, économiques et politiques à long terme des mouvements de réfugiés et d'immigration, les premiers font face à d'autres défis. Ils se doivent d'avoir un régime frontalier efficace et, dans ce contexte, de lutter notamment contre la corruption – y compris au sein de leurs propres autorités de contrôle aux frontières.

La Bulgarie occupe une position particulière en ce qui concerne la composition des sociétés dans les pays de l'Est de l'UE. L'islam est plus enraciné et institutionnalisé ici que dans n'importe quel autre pays de la région. A cet égard, le pays devrait donc être désormais au premier plan. Bien que le gouvernement Borisov ait accepté la répartition des réfugiés en provenance d'Italie et de Grèce en 2015, la Bulgarie affirme qu'elle ne participera pas à d'autres réinstallations dans le cadre de l'accord UE-Turquie. Les dirigeants politiques prennent des mesures pour empêcher les réfugiés de franchir la frontière et, si cette première mesure échoue, pour rendre leur installation permanente plus difficile. Une obligation de résidence a notamment été introduite en 2017. De plus, la frontière avec la Turquie est gardée non seulement par la police des frontières mais aussi par l'armée. La présidence bulgare du Conseil de l'UE au premier semestre 2018, qui marque également les débuts d'un État de l'Europe du Sud-Est à la tête du Conseil des ministres, a été marquée par la promotion de solutions communes pour la protection des frontières extérieures du groupe d'États européens dès le début. La Bulgarie a la plus forte proportion de musulmans de tous les pays de l'UE avec environ 15 % de la population – en comparaison, le nombre de réfugiés musulmans est insignifiant. La population majoritaire bulgare n'est nullement opposée à la minorité musulmane dans son propre pays. Cependant, les influences extérieures sur l'islam bulgare sont considérées par la société et les médias comme dangereuses. Le grand mufti bulgare, Dr Mustafa Hadji, fait en sorte de repousser les influences extérieures. Les imams formés dans les pays arabes doivent suivre les orientations religieuses des musulmans bulgares. Le bureau du grand mufti s'efforce donc de préserver un islam de caractère bulgare, même si l'image des représentants de ce courant pourrait être renforcée entre autres par la participation au processus de prises de décisions politiques. Comme l'a montré le *Mouvement pour les droits et libertés* – qui est avant tout un parti de la minorité musulmane. Il a déjà été membre du gouvernement pendant deux périodes législatives complètes de 2001 à 2009 (Cabinet Zakskoburggotsky et Cabinet Stanishev) et de 2013 à 2014 (Cabinet Oresharsky).

Les premiers colons musulmans remontent au 9e siècle. Après la conquête de l'Empire ottoman en 1392, la région est restée sous domination musulmane pendant cinq siècles - même si les chrétiens ont pu préserver leur identité culturelle et religieuse pendant une si longue période. Les musulmans du territoire de l'actuelle Bulgarie ont adopté les coutumes et traditions régionales. Par endroit, chrétiens et musulmans partagent encore les mêmes lieux de pèlerinage. Le règne sans restriction des Ottomans a pris fin avec la guerre russo-turque de 1877/1878 et le Congrès de Berlin. La Principauté de Bulgarie a été séparée de l'Empire ottoman et a obtenu – non pas de jure,

mais de facto - son indépendance. Suite au déclin de l'Empire ottoman et à la perte de la première guerre des Balkans, la Principauté de Bulgarie a pu à nouveau étendre ses territoires. Des musulmans ont été convertis de force, ce qui était censé changer radicalement les rapports de majorité.

Tout comme l'Église orthodoxe bulgare, les musulmans ont souffert sous le régime marxiste-léniniste de restrictions à leur liberté religieuse, qui ont atteint leur apogée après 1984. Les musulmans devaient prendre des noms bulgares et abandonner les coutumes et des pratiques musulmanes. Des centaines de milliers d'entre eux ont quitté le pays au cours de ces années pour émigrer en Turquie. La fin du régime socialiste a également scellé la fin de la politique d'assimilation. Le Parlement bulgare a envoyé un autre signal fort en 2012 en condamnant, sans qu'il n'y ait d'opposition, cette politique. Contrairement aux pays des Balkans occidentaux, il n'y a pas eu de conflits religieux ou ethniques pendant les bouleversements et l'instabilité des années 1990. Aujourd'hui, presque tous les musulmans bulgares sont citoyens bulgares. Les attitudes des musulmans montrent clairement leur caractère séculier. La religion ne joue pas un rôle prépondérant dans la vie de la plupart des musulmans et plus de 70 % d'entre eux sont en faveur d'une société pluraliste.

Le pourcentage des chrétiens interrogés en faveur d'une société pluraliste était quant à lui inférieur à 50 %. Jusqu'à présent, les tendances islamistes ont été observées presque exclusivement parmi un petit groupe de Roms musulmans. L'interdiction du port du voile intégral, soutenue par tous les partis et adoptée en 2016, avait donc une valeur symbolique. Si l'islam indigène, historiquement développé et institutionnalisé est ainsi compris comme faisant partie de la Bulgarie, les influences radicales de l'extérieur restent préoccupantes. Certes, des attaques islamophobes sont signalées en Bulgarie et les partis de droite tentent d'inclure la peur de la radicalisation et du terrorisme dans leur programme, mais cela ne signifie pas pour autant que la population rejette l'islam dans son ensemble ou les pays à majorité musulmane. A titre d'exemple, il convient de noter que dans le passé, le taux d'approbation pour l'adhésion de la Turquie à l'UE était sensiblement plus élevé en Bulgarie qu'en Allemagne ou en France. La politique du gouvernement central des années passées s'est caractérisée par la compréhension et le dialogue. Le leitmotiv central de la rencontre entre le Premier ministre Borisov et le grand mufti en 2015 était le suivant : la société ne doit pas être divisée entre chrétiens et musulmans.

Conclusion

Les différentes réactions des États d'Europe du Nord-Est, d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et du Sud-Est face à la problématique des réfugiés révèlent l'hétérogénéité de la partie orientale de l'UE. Cela est dû, entre autres, à la composition différente de chacune des sociétés de ces pays, à des circonstances de politique intérieure et étrangère divergentes, à des expériences historiques (d'occupation) différentes, ainsi qu'à des désaccords sur les principes fondamentaux de l'UE.

La crise des réfugiés a révélé des lignes de conflits sociaux dans toute l'UE qui étaient jusqu'alors invisible. Il ne faut pas commettre l'erreur de chercher des explications simples à ces conflits. Il est bon d'avoir une vue d'ensemble afin d'identifier des relations qui, à première vue, ne sont peut-être pas évidentes. Car au fond, il ne s'agit pas seulement des réfugiés. Les défis qui n'ont été abordés que de manière hésitante au cours des trois premières décennies qui ont suivi la chute du rideau de fer sont désormais au centre des préoccupations. Les débats sociaux déclenchés en Allemagne par la crise des réfugiés peuvent mener à une meilleure compréhension et à une plus grande empathie pour nos voisins de l'Est. Il est important de prendre davantage conscience de la richesse particulière de l'expérience et du potentiel unique que représentent les transformations qu'a connues l'Allemagne de l'Est. Aucun autre pays d'Europe occidentale ne peut jouer un rôle de médiateur entre les anciens et les nouveaux membres de l'UE de manière comparable. En conséquence, il est particulièrement important que l'Allemagne se positionne comme une voix rationnelle dans le débat profondément émotionnel et qu'elle cherche des similitudes avec les États de l'Est de l'UE.